
Si loin, si proche...

Entretien avec

Arezki Metref

Face à cette sorte de "conspiration qui réunit, dans la même aversion, le pouvoir et l'intégrisme", difficile est la position de celui qui est à la fois observateur et acteur, en l'occurrence, journaliste algérien en France.

— *Dans quelles conditions êtes-vous devenu journaliste en France?
Quelle était votre situation en Algérie à ce moment-là?*

Je suis arrivé en France en juillet 1993. Au mois de mai, Tahar Djaout avait été assassiné. Avec Abdelkrim Djâad, nous avons fondé à Alger un hebdomadaire qui s'appelait *Ruptures*. L'assassinat de Tahar, qui était un ami proche et avec qui nous travaillions, ainsi que le fait que le journal était visé, nous a poussé à prendre des dispositions pour nous protéger. C'était le début de la chasse aux journalistes. Pour ma part, après la tension due à l'assassinat de Tahar Djaout et la reprise du travail à *Ruptures* dans des conditions nouvelles, celles de la semi-clandestinité, j'ai décidé de venir à Paris souffler un peu. Pendant que je me trouvais ici, les journalistes subissaient une véritable hécatombe. Je repoussais chaque jour au lendemain mon retour. Fin août, *Ruptures* était suspendu. Je suis alors resté, mais sans abandonner le projet du retour. Je n'y suis pas encore retourné, cinq ans après. C'est à la faveur d'une rencontre avec un journaliste que j'ai proposé un article à *Politis*. J'y collabore encore.

La situation était caractérisée, à l'époque, par un blocage politique et la concentration de la violence sur les intellectuels et les journalistes. On ne voyait pas trop où tout cela devait mener. Au départ, il faut le dire, quand les tirs intégristes étaient concentrés sur les intellectuels et les journalistes,

Printemps 1998

certains intellectuels et certains journalistes pour être plus précis, beaucoup de monde pensait qu'une fois liquidés ces gens-là, on reviendrait à une situation normale. L'angoisse n'était pas encore le lot de tout le monde.

La suite allait démontrer que "l'intellectocide", comme on l'a appelé, n'était que le début d'une vaste stratégie de déstabilisation qui visait à saper les bases de l'Etat. La stratégie s'appuyait sur ce qu'on a appelé "la théorie de la pyramide" qui consiste à démolir la base, qui porte toute la masse de la structure, après quoi le sommet tombe tout seul. De surcroît, il est plus commode de s'attaquer à des personnes sans défense, ce qui a été fait à l'envi, provoquant une hémorragie sans précédent dans l'intelligentsia algérienne opposée à l'intégrisme. On a vite fait, parfois en justifiant implicitement le crime, de conclure que les intellectuels et les journalistes assassinés étaient des "suppôts" du pouvoir. Il s'est trouvé même un journaliste pour affirmer que Tahar Djaout avait soutenu "le coup d'Etat de 1992". Raccourci.

En réalité, et c'est ce qui manque dans les analyses hâtives et péremptoires qui déforment totalement l'appréhension de la complexe situation algérienne, les intellectuels et les journalistes figurant sur les listes islamistes avaient, pour beaucoup, souffert de la répression du pouvoir pendant de longues années, l'histoire des luttes démocratiques en Algérie n'ayant bien sûr pas commencé en 1992, ni même en 1988. L'analyse qui prévalait me paraît encore juste. Il fallait prendre garde à ce que l'intégrisme n'aille pas plus loin dans le maillage de la société algérienne qui, déboussolée, attendait des réponses à ses questions. L'intégrisme les lui apportait, en puisant dans le mythe de la Cité idéale et la démagogie qui faisait croire que l'aide de Dieu allait être efficace pour résoudre les problèmes économiques. Mais cette vigilance s'accompagnait d'une défiance à l'égard du pouvoir dont la pratique avait généré l'intégrisme et cette attitude ambiguë l'a encouragé à devenir belliqueux.

La dérive a commencé en 1989 avec la reconnaissance du FIS, au mépris de la Constitution qui interdisait explicitement, entre autres, les partis d'essence religieuse, considérant, avec raison, que l'islam est la propriété de tous et surtout de chacun. Que faisons-nous contre cette sorte de conspiration qui réunissait, dans la même aversion pour le pluralisme des idées, le pouvoir et l'intégrisme? Nous écrivions des articles, nous développions des idées. La réponse au débat intellectuel a été celle que l'on sait: l'assassinat et la persécution judiciaire.

— *Quelle était et quelle est la situation des journalistes algériens en France?*

Elle n'était pas fameuse et elle ne s'est pas beaucoup améliorée. Sur à peu près 100 à 150 journalistes qui ont quitté l'Algérie depuis 1993 pour gagner la France, moins d'une dizaine, que je sache, ont trouvé la

possibilité d'écrire. Les autres vivent dans des petits boulots ou à la charge d'amis ou de familles. Question papiers administratifs, la réalité n'est pas plus reluisante. On continue à circuler avec des autorisations provisoires de séjour ou des cartes de visiteur. Dans l'ensemble, c'est la " galère " et le pire est qu'on ne sait pas comment tout cela va finir. Personne n'est capable, dans ces conditions, de faire de projets, même à court terme. Mais puisque nous avons abordé cette question, je voudrais faire quelques observations.

La première, et je tiens à le dire quitte à embarrasser beaucoup de mes confrères, c'est qu'il y a eu, je crois, une utilisation abusive du titre de journaliste algérien. Jusqu'ici, tout le monde taisait cette dénonciation, par pudeur mais aussi pour ne pas gêner outre mesure ceux qui s'en prévalaient abusivement. Je pense qu'il est temps de le dire pour clarifier les choses. Être journaliste, c'est exercer la profession de journaliste. C'est tout simple. Dans l'explosion de la presse indépendante à partir de 1989, il est certain que le corps des journalistes a doublé, voire triplé en très peu de temps. Les besoins étant grands, les nouveaux titres ont recruté massivement, ce qui n'est pas une mauvaise chose. Cela a permis de régénérer, avec l'apport de jeunes journalistes, la tonalité de la presse algérienne. Mais il n'y a pas que du bon ni que du vrai.

La deuxième observation concerne le verrouillage de la presse française aux journalistes algériens. À l'exception de quelques titres, dont le plus constant est *Politis*, il faut le dire, mais j'y reviendrai, les autres se donnent bonne conscience en les associant occasionnellement à des numéros spéciaux que l'actualité leur impose ou en leur demandant des témoignages sur eux-mêmes comme si on se méfiait de leur capacité à analyser la situation politique dans laquelle ils se sentent impliqués. Cette méfiance est assortie d'une autre méfiance, plus politique celle-là: taxés pour la plupart d'éradicateurs, ils n'ont pas la parole. Résultat: ils rongent leur frein.

La troisième est le rappel d'une évidence, que l'on oublie trop souvent. Les journalistes algériens sont des journalistes.

— *Dans le travail difficile d'information sur la réalité en Algérie, comment avez-vous pu affronter cette difficulté et comment avez-vous pu la dépasser ou la surmonter? Pensez-vous y avoir réussi? Avez-vous été victime de manipulations ou, en tout cas, avez-vous failli l'être?*

Je pense avoir été constant dans mon analyse de la situation algérienne et avoir, peu ou prou, aidé à en souligner la complexité. J'ai subi, par ci par là, des pressions parce que je connais des gens, j'ai des amis personnels dans tous les courants politiques algériens et je discute beaucoup avec eux. Vais-je vous étonner en vous apprenant qu'il y a deux ans, j'ai pris une bière avec un militant du FIS? Il est, de ce fait, évident qu'il m'est arrivé de subir des pressions sur tel ou tel article que j'ai rédigé. Mais je n'ai pas été

manipulé, je peux l'affirmer. Je me sens un journaliste libre, y compris vis-à-vis de mes amis politiques dont je critique l'action quand cela est nécessaire. Je suis aussi libre que je l'étais à Alger. Reste un problème réel: celui d'informer. Il est difficile de le faire sans la possibilité d'être au préalable informé soi-même.

Ce problème est posé à tout le monde, y compris aux journalistes qui travaillent en Algérie même. Avoir pratiqué très longtemps le journalisme à Alger et avoir vécu ma vie d'homme dans ce pays m'ont donné une vue sociologique et une connaissance de la versatilité du pouvoir nationaliste dans lesquelles je puise pour surmonter les difficultés d'analyse que dresse la seule lecture des faits, insuffisamment connus d'ailleurs. La difficulté provient de la volonté d'échapper aux lieux communs qui fleurissent comme si l'Algérie était un pays fait d'un seul bloc, où tout ce qui n'est pas noir est forcément blanc. Dans la situation de tension permanente qui sévit depuis cinq ans, il est difficile de quêter la vérité tout en tenant à ses convictions. Cela fait pas mal d'ennemis. J'essaye de poser les questions plutôt que de donner des réponses, sans perdre de vue que le pays est menacé par le danger intégriste mais aussi par un pouvoir. Si le pouvoir voulait le bien du peuple, on le saurait. Position bien sûr inconfortable, puisque la stratégie politique veut que l'on s'allie à l'un pour combattre l'autre ou inversement. J'ai la naïveté de croire à une troisième voie et de supposer que c'est un combat. Ce n'est pas l'avis de ceux qui ont la conviction que l'Algérie prospérera dans la nuit intégriste, ni de ceux qui croient que ce peuple ne peut arriver à la modernité qu'assis sur des baïonnettes. Au nom de la lutte anti-terroriste qui est une lutte nécessaire, il ne faut pas qu'on continue à prendre les Algériens pour des canards sauvages.

— *Politis et son lectorat ne pouvaient rester insensibles au débat sur l'Algérie. Il y a eu des polémiques sérieuses. Je me souviens d'une lettre d'Alain Lipietz. Comment avez-vous ressenti, analysé la polémique?*

J'ai été choqué par ses propos. Qu'il prenne les journalistes (dont moi-même) qui collaboraient aux deux pages que consacrait *Politis* à l'Algérie à cette période pour des "défenseurs" du pouvoir m'a choqué. Si j'avais eu la protection du pouvoir, je serais resté à Alger, ce qui ne veut pas dire que tous ceux qui sont restés l'ont. Cela étant, il avait le droit d'exprimer son point de vue et la polémique a été close par des lettres de lecteurs qui n'ont pas beaucoup apprécié le ton de sa lettre. Mais cette polémique a été le début de la transplantation en France des clivages algériens. C'est instructif de voir combien les intellectuels et les journalistes français sont impliqués dans le débat algéro-algérien. Ils reproduisent nos intolérances, nos excès, nos omissions. Ils reproduisent nos attitudes tranchées, ces attitudes que nous sommes quelques-uns à estimer nécessaire de dépasser. L'engagement

politique, voire partisan, n'empêche pas le débat avec des contradicteurs. Eh bien, non! S'agissant de l'Algérie, cette vérité devient nulle et non avenue. Je saisis cette occasion pour rendre hommage justement à *Politis* pour la tolérance de sa démarche et sa culture du débat. Cela fait quatre ans que je discute régulièrement avec Denis Sieffert sur l'Algérie et nos points de vue ne sont pas toujours les mêmes. Mais il a la lucidité intellectuelle et le courage politique d'être attentif à mon analyse et de la publier. Peu de rédacteurs en chef en sont capables .

— *Dans le débat, vous êtes paru situé du côté de ce qu'on appelle les "éradicateurs" par rapport aux "dialoguistes". Comment d'abord appréciez-vous cette distinction? Quels sont les points clés du débat sur l'Algérie?*

Je n'ai jamais rien éradiqué. J'ai conscience qu'une telle étiquette vise à mettre celle ou celui à qui on la colle sur la défensive et je me surprends à l'être, même dans cette réponse. J'ai été contre la transgression de la Constitution de 1989 par l'acte officiel de légaliser le FIS. S'il y avait un problème islamiste dans la société algérienne, il n'y avait rien de mieux pour le rendre insoluble. Il y avait un calcul politique contre lequel il fallait s'élever à l'époque. Après la grève insurrectionnelle du FIS en mai-juin 1991 et l'arrestation et l'internement de ses militants dans les camps du sud algérien, j'ai écrit un article où je disais qu'il fallait les juger ou les relâcher. Je suis contre l'intégrisme parce qu'il n'est pas pour moi une force politique abstraite, mais quelque chose dont j'ai eu l'occasion de vérifier le fanatisme. J'ai connu des intégristes, y compris dans ma propre famille. Mais voilà que par un tour de prestidigitation politique, on est "éradicateur" parce qu'on s'oppose à un projet idéologique qui, lui, ne fait pas mystère de son intention d'éradiquer la différence par la violence. On dit: le peuple algérien veut l'intégrisme parce trois millions d'Algériens ont voté Fis en 1991. Même ceux qui ont voté pour lui ont voté contre le FLN. Cette nuance échappe aux observateurs français qui ont amplifié cette dichotomie "éradicateurs-dialoguistes" de façon plus tranchée qu'elle n'existait à Alger. Mais les Algériens ne sont pas intégristes. Une preuve: ils n'ont pas suivi le FIS dans sa dérive violente. Si cela avait été le cas, le pouvoir aurait été balayé depuis longtemps parce que le FIS aurait démontré ce que même la manipulation des résultats électoraux n'a pas réussi à prouver: qu'il est un mouvement vraiment populaire.

La question clé, à mon sens, du débat algérien n'est pas de savoir quelle est la place des démocrates dans une alliance nationalo-islamiste, celle que l'on connaît aujourd'hui, mais quelle serait la place de l'islamisme dans une démocratie. Transposée dans un climat moins violent, quelle est la place du Front national dans la démocratie française? Comparaison n'est pas raison mais la question — la vieille question — reste entière: faut-il accepter dans le jeu démocratique les ennemis de la démocratie? Je pense que non et je

Printemps 1998

pense aussi que cette lutte ne doit pas profiter au pouvoir. Les partisans du pluralisme démocratique en Algérie doivent apprendre à lutter pour eux-mêmes et cesser d'être les victimes des rapports de force. C'est peut-être un long chemin mais il faut commencer par le premier pas.

— *Votre travail à Politis vous a-t-il amené à approfondir votre vision de la situation en Algérie mais aussi votre perception de la représentation de l'Algérie qu'ont les militants de gauche français?*

Mon travail à *Politis* et le fait même que je sois en France m'ont amené à prendre en compte une autre culture politique, voire une autre culture tout court. Cela me conduit à mesurer la difficulté à expliquer ce qui est presque naturel en Algérie: la situation paradoxale des démocrates. Cela me permet aussi de mieux saisir le débat français sur la France d'abord et sur la situation en Algérie. J'avoue que cela m'apporte beaucoup et me permet de voir l'Algérie avec un regard plus nuancé mais toujours aussi passionné. Cette passion, je la trouve aussi à *Politis* dans ce qu'elle a de stimulant, d'interrogateur. Je la rencontre chez les militants de gauche français qui sont, comme les Algériens, divisés sur l'Algérie, ce qui n'est pas grave dans la mesure où cela procède d'un débat sincère. Je n'ai pas de recette à donner à la gauche française. Je lui dis seulement de ne pas lâcher la proie pour l'ombre. La dénonciation de l'autoritarisme du pouvoir algérien ne doit pas distraire de ce qui me paraît être le danger principal pour l'Algérie: l'intégrisme.

— *Comment pouvez-vous fixer aujourd'hui les problèmes les plus importants qu'ont à régler à la fois les militants(es) algériens (es) et les militant(es) français(es)?*

Les militants algériens doivent apprendre à se parler et à placer l'intérêt de la démocratie au-dessus des considérations partisans. Il faut qu'ils sortent des logiques d'appareils qui font buter tout rassemblement sur l'écueil de querelles partisans qui prennent d'ailleurs souvent leurs sources dans le passé. Ces querelles déroutent complètement les militants et poussent souvent au scepticisme vis-à-vis du militantisme lui-même. Il est nécessaire qu'ils apprennent, que nous apprenions, les règles du débat démocratique et que nous apprenions surtout à les respecter, ce qui n'est pas encore le cas. Il est temps de se tourner vers l'avenir. Or l'avenir semble vouloir nous imposer une fatalité: le nationalo-islamisme plus ou moins mafieux. Les militants algériens pour la démocratie ne doivent pas laisser cette fatalité s'installer. Les militants français ne doivent pas, eux, faire le travail à leur place; ils ont assez à faire en France même. Mais il est de leur devoir d'appuyer la démocratie en Algérie.

— *Quelles leçons tirez-vous de votre expérience à Politis?*

Politis m'a permis d'avoir une vue sur des tas de problèmes que je connaissais peu du temps où je vivais à Alger. J'ai pu, par exemple, mieux comprendre le débat à l'intérieur de la gauche française et, d'une manière plus générale, le débat politique en France. Je ne m'exprime pas sur ces problèmes mais ils m'intéressent beaucoup. Peut-être parce que je me trouve en situation d'exil, j'ai un intérêt particulier pour les questions de l'immigration, des sans-papiers, que j'appréhende de l'autre côté de la barrière, c'est-à-dire du côté du vécu. Quant à l'Algérie, il faut tout de même rappeler que l'intérêt de *Politis* pour l'Algérie s'est manifesté très tôt. En septembre 1994, bien avant que le drame algérien n'atteigne les dimensions qu'il a aujourd'hui, *Politis* a confié la réalisation de la totalité d'un numéro à des journalistes algériens. Plusieurs débats sur l'Algérie ont été organisés à Paris ou en province par *Politis* ou l'association des Amis de *Politis*. Et surtout, depuis plus de trois ans, l'actualité algérienne est présente dans chaque numéro de *Politis* dans le respect du pluralisme des points de vue. C'est une belle expérience de débat, de discussion, d'éclairage mutuel.

— *Quelles perspectives peut-on entrevoir sur l'avenir de l'Algérie et des relations franco-algériennes?*

Il s'agit là de deux questions différentes. Même si les liens entre les deux pays sont ce qu'ils sont, l'avenir de chacun des pays se jouera avec les forces internes. Concernant les relations entre les deux pays, je pense que, pendant encore des années, elles continueront à buter sur la difficulté du passif colonial. On l'observe bien: quels que soient les intérêts communs des deux pays, notamment la stabilité autour de la Méditerranée, le passé resurgit chaque jour, compliqué par un triple facteur:

1. La situation de violence en Algérie
2. Le sort de l'immigration algérienne en France
3. Le choix de la France de subordonner ses relations avec le Sud à ses intérêts européens.

Tout cela s'ajoute à cette plaie encore ouverte qu'a causée la colonisation. Quant à l'avenir de l'Algérie, il dépend de la capacité de ses forces démocratiques à surmonter leurs divisions. Il sera ce qu'elles voudront qu'elles soient, passivement ou activement. C'est dire l'importance de leurs responsabilités.

*Entretien conduit par Bernard
Ravenel*

Printemps 1998